



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

SESSION d'HIVER

**Commission Démocratie, cohésion sociale
et enjeux mondiaux
CONF/DEM(2014)SYN1**

<p>CARNET DE BORD DE LA REUNION DU 24 JANVIER 2014</p>

A L'ATTENTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DEMOCRATIE, COHESION SOCIALE ET ENJEUX MONDIAUX

La commission Démocratie, cohésion sociale et enjeux mondiaux s'est réunie le 24 janvier 2014, à Strasbourg, sous la présidence d'Anne-Marie CHAVANON.

En son nom et au nom des vice-présidents, Israël MENSAH et Vera JOHN-MIKOLAJEWSKI, la présidente a ouvert les travaux de la commission par des vœux placés sous le signe du Dialogue et de la Démocratie.

La commission a ensuite

1. **adopté** l'ordre du jour amendé d'un point divers sur la création d'un nouveau groupe de travail
2. **adopté** le synopsis de la réunion du 26 juin 2013 [[CONF/DEM\(2013\)SYN2](#)]
3. **adopté** le rapport d'activité 2013 sans modification
4. *Discussion sur la démocratie locale : quelle démocratie voulons-nous ?*

débatu des pratiques de la démocratie locale avec la participation de

- Alfonso ZARDI, chef du Service des Institutions et de la Gouvernance démocratique du Conseil de l'Europe,
- Jo SPIEGEL, conseiller général du Haut-Rhin, maire de Kingersheim et vice-Président de communauté d'agglomération du grand Mulhouse, co-auteur de l'ouvrage [Faire \(re\)naître la démocratie](#)
- Giulia MACI, jeune urbaniste, membre de la FIHUAT (Fédération internationale pour l'Habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires).

Alfonso ZARDI a présenté les axes de travail de la [Conférence européenne des ministres en charge de l'aménagement du territoire \(CEMAT\)](#), ainsi que les missions du nouveau comité européen sur la Démocratie et la gouvernance, appelant au partenariat avec les ONG. Il a indiqué qu'une déclaration sur la démocratie territoriale était en cours d'élaboration et serait soumise aux ministres lors de la prochaine CEMAT organisée, le 17 juin 2014, sous la présidence grecque.

Jo SPIEGEL a exposé sa vision de la démocratie et cité quelques actions menées pour la mettre en œuvre, dans le cadre de ses différents mandats. A ses yeux, « la démocratie, c'est

tout le monde, tout le temps et partout... Il n'y a plus de spécialisation de rôle... La démocratie à (ren)âitre, c'est une dynamique à insuffler et la confiance dans le pouvoir d'agir des habitants...c'est le pouvoir de coproduire des compromis dynamiques... c'est la capacité d'avoir un rapport modeste au pouvoir, de faire émerger la parole,... c'est croire que l'on peut gagner dans la réciprocité des échanges... C'est **une démocratie d'élaboration pour mieux décider ensemble**. « Qui peut imaginer un seul instant, a-t-il poursuivi, que l'on réussisse, à l'échelle planétaire et territoriale, la lutte contre le réchauffement climatique en n'attendant que des solutions qui viennent d'en haut ? » Pour changer de paradigme, il faut la conjugaison des politiques européennes, nationales et locales, de l'ensemble des acteurs, du secteur public au secteur privé, des entreprises aux habitants. « Il faut **appeler chacun à contribuer à une dynamique territoriale** ».

Citant l'exemple de Mandela, Jo SPIEGEL affirme que « la dimension spirituelle qui consiste à tirer vers l'avant et vers le haut doit habiter les responsables politiques. Il s'agit d'un état d'esprit : c'est **s'engager pour faire l'expérience partagée du bien commun et de l'intérêt général**, c'est participer à la construction d'une ville fraternelle, faire vœu de construire une démocratie exigeante ».

Parmi les actions menées, Jo SPIEGEL a présenté les [Etats Généraux Permanents de la Démocratie](#) créés à Kingersheim. Il s'agit d'un cadre de « **coproduction de l'espace public** » proposée aux habitants, un statut participatif local donné à la population ([Lien vers l'intervention de Jo Spiegel](#))

Giulia MACI, membre de la [FIHUAT](#) (Fédération internationale pour l'Habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires) a apporté le témoignage d'une jeune urbaniste engagée au niveau mondial dans les procédures actives de démocratie territoriale participatives. Elle "considère que la démocratie est **un concept en évolution que nous devons comprendre et co-crée ensemble à chaque instant**. A ses yeux, **la participation économique et politique des jeunes est cruciale pour répondre aux défis des villes du futur** et à l'avenir de la démocratie alors que souvent l'engagement des jeunes fait défaut dans les processus de gouvernance urbaine"

=> [a pris note de la contribution des ONG, membres de la commission, à l'élaboration du texte de la CEMAT](#)

5. Forum mondial de la démocratie

a été informée par Eladio FERNANDEZ-GALIANO, Chef du Département des Initiatives démocratiques et responsable du Forum mondial de la Démocratie, des acquis de l'édition 2013 de ce forum consacré à l'apport des nouvelles technologies à la vie démocratique, en particulier pour la participation des jeunes. Lui-même a présidé le [lab 13](#), proposé par la commission ; Il s'agissait de l'expérience du [wikicity de Porto Alegre](#), un système électronique où chacun peut intervenir sur l'observation et le règlement des problèmes de son quartier. Faisant part de la satisfaction exprimée par le Comité des Ministres à l'issue de ce Forum, il a donné rendez vous aux ONG pour l'édition suivante qui se tiendra du 3 au 5 novembre 2014 sur le thème "*De la participation à l'influence: la jeunesse peut-elle redynamiser la démocratie ?*"

=> [a pris note de l'appel à proposition de lab ouvert jusqu'au 31avril 2014](#)

6. Climat et droits de l'Homme, un enjeu mondial sous-évalué.

a été informée par Jean-Pierre RIBAUT des conclusions de la conférence de Varsovie qui s'est tenue du 11 au 23 novembre 2013. Celui-ci a rappelé qu'il s'agissait de la 19eme conférence des parties contractantes. Se tenait en même temps une session des signataires du Protocole de Kyoto, outil d'application de la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (UNFCCC - United Nations Framework Convention on Climate Change). Jean-Pierre RIBAUT a souligné l'issue décevante de cette conférence, notamment le retrait du Japon et du Canada du Protocole. Il a dénoncé l'organisation simultanée par la Pologne, d'une réunion internationale sur le charbon, grand producteur de Gaz à effet de serre et vecteur important de pollution ! Jean-Pierre Ribaut a par ailleurs indiqué que la création d'un Fonds

vert destiné à combler le fossé croissant entre pays émetteurs de GES et pays victimes du changement climatique avait été repoussée.

s'est félicitée de la contribution de la commission à cette conférence (déclaration adoptée par voie électronique le 5 novembre 2013), transmise aux organes du Conseil de l'Europe, de l'ONU, des Etats parties et des organisations de la société civile compétentes. [Voir texte sur site web dédié.](#)

a été informée de la tenue du sommet de New-York en 2014 et de la préparation d'un nouveau traité, engageant l'ensemble des pays, qui devrait remplacer le protocole de Kyoto lors du sommet de Paris en 2015

=> **a pris note** de la préparation de la préparation d'une motion par le groupe de travail dirigé par Edith WENGER et de sa présentation devant la commission lors de la session de juin 2014

7. Les déchirures migratoires

a débattu des conséquences des migrations en Méditerranée

Introduisant le débat, Israël MENSAH, vice-président de la commission, a relevé trois moteurs de migrations Sud/Nord : une mondialisation porteuse d'un "rêve du Nord" (touristes et expatriés, crises politiques et sécheresse). Il a dénoncé le mythe de l'eldorado véhiculé par les media, l'exploitation des ressources des pays en développement par les pays développés qui pourtant ferment ensuite leurs frontières à leurs ressortissants. « Nous ne pouvons pas nous murer, a-t-il insisté, notre Europe est pluriculturelle ! »

Deux seuls recours possibles à ses yeux : la culture de l'interculturalité et l'aide au développement des pays du Sud.

7.1. Réfugiés syriens en Turquie, au Liban et en Irak : comment organiser et soutenir l'aide internationale ?

A pris note du rapport de Jean-Marie BOCKEL, membre de la commission des Migrants, réfugiés et personnes déplacées de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, présenté par Agnès NOLLINGER, Chef du Secrétariat de cette commission.

S'appuyant sur une mission de l'Assemblée parlementaire au Liban et en Turquie, **Mme NOLLINGER a appelé les ONG à se mobiliser pour venir en aide aux migrants massés dans des camps de réfugiés dans ces deux pays**, des camps dépourvus de biens et de services de toute première nécessité, en particulier au Liban sous une chaleur accablante. Elle dénonce la banalisation de la prostitution des femmes et des enfants dans les camps de Jordanie.

=> **a décidé** que chacun relayerait auprès de son ONG la demande d'aide aux réfugiés dans ces camps, en particulier au Liban.

7.2. Lampedusa, un symbole et une responsabilité européenne ?

a échangé avec Gilles RECKINGER, anthropologue, professeur à l'université d'Innsbruck, auteur de l'ouvrage Lampedusa : [Begegnungen am Rande Europas \(Lampedusa, rencontre aux frontières de l'Europe\)](#) dans le cadre d'un débat animé par Silvano MARSEGLIA et Jean-Claude GONON, respectivement président et secrétaire général de l'AEDE, et responsables du groupe de travail ad hoc.

Pour Jean-Claude GONON, Lampedusa est une métaphore de ce qui se passe aux frontières de l'Europe. La situation de l'île permet de se poser toutes les questions concernant les migrations. Il rappelle que c'est aussi une porte d'entrée pour les Syriens refoulés aux frontières terrestres.

Le professeur RECKINGER, qui a étudié pendant trois années l'île de Lampedusa, fait part d'une démarche anthropologique plus lente que « l'urgence proclamée » des dirigeants politiques qu'il qualifie « d'actionnisme affolé ». Il décrit une île militarisée, en état de crise permanent où, pendant la moitié de l'année, 80% des habitants se trouvent sans emploi. Ils apportent cependant toute l'année un secours indéfectible aux migrants qui débarquent à un rythme régulier.

Gilles RECKINGER refuse le mythe des passeurs organisés. Selon lui, les migrants agissent tout autant en coopération improvisée. Il indique que 30 000 migrants arrivent chaque année à Lampedusa. Cependant pour relativiser les chiffres de la migration, il observe que Lampedusa aurait accueilli 53 000 réfugiés en 2011 alors que la seule Tunisie en accueillait 800 000. L'Europe des valeurs auxquelles nous adhérons semblent à ses yeux de moins en moins en vigueur

a noté les remarques relevées par ses membres, notamment le caractère asymétrique du droit d'asile dès lors qu'il est limité aux seuls réfugiés politiques, la situation difficile de pays tels que la Grèce qui ne peuvent supporter l'effort d'accueil demandé sans l'aide européenne, de pratiques telles que celle de la République de Malte qui offrirait la citoyenneté (européenne) sans droit de résidence aux migrants pour la somme de 500 000 euros, la tenue d'une manifestation interreligieuse (musulmans, catholiques et protestants) avec la participation d'ONG présentes dans la salle, en Espagne, le 18 décembre 2013, sur le thème "*Etre migrant est un droit, l'hospitalité un devoir*".

=> a décidé

- de contribuer à renforcer l'appel à la solidarité européenne et mondiale, en apportant son soutien à la candidature de la collectivité de Lampedusa au prix Nobel de la Paix
- de contribuer, à travers sa collaboration avec les autres partenaires du quadrilogue et la mobilisation de ses groupes de travail à prévenir l'illusion liée à la migration et la mise en danger des migrants

8. Point sur les évolutions en cours dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée

8.1. L'utilisation de la violence fondée sur le genre en période de conflit

A pris note de la démarche de Zeynab Hibaaq OSMAN, fondatrice et directrice de [KARAMA](#), ONG présente en Afrique du Nord et au Moyen Orient, formée d'hommes et de femmes, de religieux de diverses confessions et de laïcs – venue demander le soutien des ONG du Conseil de l'Europe d'une part contre la violence fondée sur le genre, utilisée comme arme politique lors de conflits ou de périodes de transition démocratique, d'autre part contre la mise à l'écart des femmes dans les processus de réconciliation politique.

Mme OSMAN a précisé que la déclaration élaborée en ce sens par la Conférence des organisations internationales se fondait sur les demandes et les attentes d'un groupe de femmes de l'intérieur et de l'extérieur de la Syrie.

Elle a déploré l'absence de femmes à la table des négociations du Genève II, malgré toutes les prises de position en faveur de la participation des femmes aux processus politiques. A quoi servent les résolutions, s'est-elle exclamée, si elles ne sont pas suivies d'effet !

=> s'est engagée, sur proposition de la présidente, à soutenir la déclaration élaborée par la Conférence des organisations internationales, évoquée par Mme OSMAN.

A été informée par Anje WIERSINGA, responsable du groupe de travail sur l'Inclusion de perspectives de genre dans les processus politiques et démocratiques, particulièrement pendant et après conflits, du double objet de l'événement parallèle programmé pour la session de juin : le thème précité et la participation des femmes aux processus de paix. Pas seulement la victimisation des femmes mais leur arrivée au leadership. Elle a, par ailleurs, insisté sur l'importance de la tribune du Conseil de l'Europe pour faire appliquer par ses Etats-membres les résolutions de l'ONU, en particulier la résolution 30.25 du Conseil de Sécurité.

8.2. Les développements en Tunisie

a entendu Lilia BENSEDRINE, conseiller des Affaires étrangères de Tunisie, sur les développements en cours dans son pays.

Après en avoir rappelé les caractéristiques géographiques et culturelles de son pays situé à 140 km seulement de l'Europe, au confluent de l'Orient et de l'Occident, Mme Bensedrine a qualifié la Tunisie de "pays consensuel, animé d'une tradition de dialogue et d'ouverture sur les autres peuples et les autres religions".

Mme Bensedrine a retracé le cheminement de la révolution tunisienne, avec ses espoirs et ses dérives. "Le prix de la démocratie a été payé en termes de sang" constate-t-elle. Portant sur l'épaule l'écharpe avec laquelle ont défilé les personnes qui ont accompagné le cercueil de Mohammed Brahmî, opposant politique victime d'attentat, elle observe que la démocratie est un processus difficile.

Elle dit sa joie et sa fierté, partagée par les Tunisiens, de l'adoption de la constitution tunisienne deux jours plus tôt, à une très grande majorité (200 voix sur 216). Cette constitution consacre, pour la première fois dans les pays arabes, tous les principes démocratiques reconnus par les grandes nations. Elle est, à ses yeux, révolutionnaire et éminemment démocratique. Ce texte instaure, en effet, l'égalité de l'homme et de la femme. Les acquis de la femme y sont non seulement préservés mais consolidés, précise Lilia Bensedrine.

Elle a illustré son propos par la lecture de l'art 46 du texte : "l'Etat s'engage à protéger les droits acquis de la femme, les soutient et oeuvre à les améliorer; l'Etat garantit l'égalité des chances entre la femme et l'homme pour assurer les différentes responsabilités dans tous les domaines. L'Etat oeuvre à réaliser la parité entre la femme et l'homme dans les conseils élus. L'Etat prend les mesures nécessaires afin d'éradiquer la violence contre la femme. La Constitution pose le caractère civil de l'Etat, le suffrage universel, l'interdiction des traitements inhumains et dégradants, et la liberté de conscience et de croyance" C'est la première fois, dit-elle, dans le monde arabe"

[Lien vers l'intervention de Lilia Bensedrine](#)

9. Programme de travail 2014 de la commission

Activité des groupes de travail

a été informée des travaux en cours des groupes de travail

- **la citoyenneté européenne** par Hélène PICHON, responsable du groupe de travail qui pose la question de l'appropriation de l'espace démocratique européen par la société, faisant le constat que la citoyenneté européenne se fonde sur la culture du continent européen. Elle indique que 2014 sera l'année de célébration des 60 ans de la Convention culturelle européenne dont l'un des objectifs est de promouvoir une identité culturelle européenne. Des célébrations seront proposées dans 50 Etats. La société civile doit s'approprier la dimension conceptuelle de cette citoyenneté culturelle, a-t-elle ajouté

Le groupe de travail entend contribuer à ces événements par des propositions concrètes.

- **Cohésion sociale et dialogue interculturel**, Israël MENSAH, vice-président de la commission et Emanuela CAVALERI

Les approches traditionnelles de la diversité culturelle que sont l'assimilation et le communautarisme étant inapplicables, Emanuela relève que le Conseil de l'Europe propose une troisième voie fondée sur le dialogue interculturel préalable fondamental pour la cohésion sociale

Elle s'interroge sur la place de la société civile dans la promotion du dialogue interculturel auprès de la jeunesse ? Quelle contribution peut-être apportée pour le travail des ONG demande-t-elle ?

Elle lance un appel aux ONG présente engagées dans ces combats afin de parvenir à des propositions applicables dans la société d'aujourd'hui et de travailler à une méthode

- **Santé et habitat**, Bernard AUBERT, responsable du Groupe de travail a rappelé que l'objectif est d'aider les responsables élus, praticiens, aménageurs à mieux gérer les insuffisances d'un habitat dégradé, insalubre, qui porte atteinte à la santé des individus, évoquant l'aggravation du logement des personnes âgées en grande détresse et celle de l'état des copropriétés laissées à l'abandon du fait de la crise.

- **Le paysage, un outil de cohésion sociale menacé**, Gerhard ERMISCHER, responsable du groupe de travail indique que le groupe de travail apporte son

concours à la rédaction du texte élaboré par la CEMAT

- **Relations avec l'UE**, Claude-Laurent GENTY, responsable du groupe de travail et président d'Honneur de la conférence des OING déplore le manque de temps et indique qu'il enverra un compte rendu des travaux de son groupe de travail aux autres membres de la commission.

10. Points divers

François Becker fait part de la création d'un groupe de travail sur le thème migrations et co-développement dont les problématiques relèvent à la fois de la commission des droits de l'Homme et de la commission Démocratie, cohésion sociale enjeux mondiaux.

11. Points divers

La prochaine réunion se tiendra au cours de la session d'été, pendant la dernière semaine de juin 2014

AMC